

Féminisme et socialisme en France

Premières escarmouches

Bonnes intentions, préjugés favorables et prétentions social-démocrates... on connaît. Jusqu'où peut aller ce parallèle entre le pouvoir péquiste et le pouvoir de la gauche en France ? Marie-Jo Dhavernas, membre du collectif de rédaction de *La Revue d'en face*, à Paris, nous donne son point de vue sur la politique mitterrandiste vis-à-vis des femmes.

En France, le mouvement féministe est exclusivement un mouvement de gauche, très largement d'extrême-gauche, et si aujourd'hui certaines associations de femmes se sont créées à droite, personne ne songerait à les associer au mouvement de libération des femmes.

Aussi la victoire de la gauche, le 10 mai 1981, a-t-elle été accueillie parmi nous avec une très grande joie, y compris me semble-t-il parmi celles qui avaient refusé de voter (moins nombreuses d'ailleurs que lors des élections précédentes). Pourtant, les féministes connaissent de près le caractère profondément machiste de la gauche française et se faisaient peu d'illusions sur les transformations réelles que pouvaient en espérer les femmes. D'autant plus que, sous la pression des luttes, l'ancien régime avait dû céder du terrain sur le plan législatif et poser quelques gestes en matière économique et sociale. Mais ce qui restait à faire exigeait une action en profondeur et nous restions assez sceptiques sur les volontés de la gauche de s'y attaquer, surtout en période de crise économique.

Certes, on avait affiché de bonnes intentions. François Mitterrand, alors candidat, interrogé par des femmes journalistes lors d'une rencontre publique organisée par Gisele Halimi, s'était montré sous le jour le plus favorable, annonçant des mesures importantes sans toutefois tomber dans la démagogie. Le ministère des Droits de la femme, créé lors de la constitution de son gouvernement, disposait d'un budget, ce qui n'était pas le cas du ministère de la Condition féminine mis en place sous l'ancien régime. De plus, la ministre Yvette Roudy avait fait savoir qu'elle entendait encourager le mouvement de libération des femmes plutôt que s'y substituer, en aidant par exemple les associations féministes par des subventions ou des postes de

permanentes, chose impensable du temps de la droite (lorsque la ministre Lise Payette, en visite à Paris, avait demandé à Monique Pelletier, alors ministre de la Condition féminine, à rencontrer les groupes de femmes, elle s'était fait répondre que ces derniers étaient inconnus du ministère et avait dû se débrouiller elle-même pour prendre les contacts). De fait, certains groupes comme le Centre Simone-de-Beauvoir (vidéo) ou diverses revues féministes ont reçu ou s'attendent à recevoir des subventions. La Maison des femmes de Paris est dotée de deux demi-postes de permanentes. Enfin, le ministère a développé une action, discutée mais réelle, sur la contraception, contre la discrimination dans l'emploi et sur différents autres thèmes traditionnels du mouvement féministe. Par ailleurs, la journée du 8 mars a été officiellement célébrée avec éclat, et l'écho qu'elle a suscité, malgré certaines ambiguïtés, parmi les femmes et les médias, a permis de relancer l'information sur les luttes.

Tergiversations autour de l'avortement

Ce fut à l'occasion de ce 8 mars qu'Yvette Roudy annonça le remboursement de l'avortement pour la rentrée d'automne. Les femmes accueillirent cette mesure avec satisfaction, en la considérant aussi comme un droit social découlant très naturellement de cette solidarité constamment invoquée par le nouveau régime. Mais en plein milieu de l'été, la ministre faisait volte-face en invoquant le déficit de la Sécurité sociale. Ce recul provisoire aurait pu être plus ou moins bien accepté si seuls des motifs d'ordre économique l'avaient provoqué (en période d'austérité), bien que le non-remboursement de l'avortement pénalise davan-

tage les femmes les plus défavorisées.

Mais quelques jours après la déclaration d'Yvette Roudy, Pierre Bérégovoy, ministre de la Solidarité, nous rendait un inestimable service en avouant candidement les véritables raisons de cette volte-face : il ne s'agissait plus de la Sécurité sociale, les sommes en jeu étant trop faibles pour accroître son déficit. Non, la vérité était que le remboursement de l'avortement ne faisait pas l'unanimité parmi les « forces spirituelles » de la nation !

À l'initiative du Planning familial, les féministes de divers horizons se réunirent au mois de septembre et une manifestation mixte, co-appelée par une partie de la gauche syndicale et politique, eut lieu le 23 octobre (divers groupes du mouvement des femmes avaient organisé une manifestation non-mixte la semaine précédente). Soucieux de désamorcer la lutte, le gouvernement changeait une fois de plus son fusil d'épaule deux jours avant la manif : l'avortement serait finalement remboursé, mais sur le budget de l'État et non sur les fonds de la Sécurité sociale, ce qui implique la remise en question de cette mesure chaque année lors de la discussion budgétaire et laisse les femmes à la merci d'un rapport de forces défavorable. La manifestation fut maintenue et 15 000 personnes venues de toutes les régions défilèrent dans une atmosphère joyeuse que l'on n'avait pas connue depuis longtemps.

Ainsi, paradoxalement, le premier heurt entre le mouvement des femmes et le nouveau pouvoir a eu lieu autour de la plus populaire, dans les deux sens du terme, des revendications féministes. On comprend mal que le gouvernement ait risqué de mécontenter plus son propre électorat que celui de l'opposition. Faut-il y voir, entre autres raisons, une étonnante sous-estimation de la volonté des femmes ?

Vigilance et stratégie commune

La droite fait peser sur la gauche un soupçon d'illegitimité, et les réactions de cette dernière laissent à penser qu'elle a en grande partie intégré ce sentiment, bien qu'elle s'en défende. La droite serait du côté du pouvoir, de la responsabilité, du sens des réalités, de la froide rationalité économique ; la gauche serait du côté de l'altruisme et des rêveries généreuses. L'association de la gauche et du pouvoir choque certains esprits, comme l'association des femmes et du pouvoir, et pour les mêmes raisons. La gauche, comme les femmes, a sans cesse à se battre pour faire

reconnaître sa propre légitimité et elle s'emploie autant qu'elle peut à lutter contre ces stéréotypes et à affirmer son aptitude à l'exercice du pouvoir par le langage de la rigueur. Après une série de mesures spectaculaires de justice et d'égalité en début de mandat, nous courons le risque de voir le gouvernement et la majorité s'obnubiler sur la question incontournable de la crise au détriment progressif de la redistribution des cartes et de la transformation profonde de la société. S'il devait en être ainsi, l'affaire du remboursement de l'avortement en serait un premier signe.

C'est pourquoi les féministes, comme du reste les militant-e-s de gauche, se retrouvent dans une position difficile, obligées d'éviter d'accroître des difficultés qui pousseraient le gouvernement à se rigidifier, tout en restant vigilantes pour empêcher l'oubli des promesses électorales et la mise en sommeil des projets anti-patriarcaux. La voie est d'autant plus étroite qu'il ne s'agit pas de nous transformer en simples observatrices de l'action gouvernementale, prêtes à battre le rappel des femmes à toute menace de tournant réactionnaire, mais de rester créatives et de nous poser en véritable force de proposition. Cela pose des problèmes de recomposition du mouvement et de définition d'une stratégie commune, ce qui, jusqu'à présent, a été peu discuté. Il faut espérer que le mouvement des femmes mettra moins de temps à s'habituer à la gauche au pouvoir que la gauche n'en mettra elle-même à s'habituer au pouvoir.

MARIE-JO DHAVERNAS